

Dictature, chiens de garde et résistants¹

N'importe qui, en Europe, peut le constater : l'austérité aggrave la récession. Il suffit de faire montre d'un peu de bon sens et de lucidité pour s'en convaincre. Deux qualités qui, de toute évidence, échappent à celles et ceux qui prétendent au savoir suprême comme aux milieux qui le diffusent avec une remarquable (mais feinte ?) conviction. Force est bien de s'y faire : dans les hautes sphères du présupposé savoir politique et médiatique, le dogmatisme semble l'avoir définitivement emporté sur la raison.

Récemment, le Commissaire européen au Commerce, le libéral Karel De Gucht a pourtant montré le mépris qu'il éprouve pour l'Etat de droit : « Un bon élève est quelqu'un qui fait ce qu'on lui a demandé et la Belgique a fait autre chose. » Entendez que le pays est en retard dans l'application des règles absurdes et bornées que les instances européennes entendent voir appliquer en matière de déficit budgétaire. Et que, dès lors, cette Commission non élue et à la légitimité démocratique fort discutable s'arroge le droit de lui taper sur les doigts avant de le mettre au coin.

Que doit alors penser M. De Gucht et ses amis des « trublions » qui, de plus en plus nombreux, refusent de gouverner le mille-feuille des traités d'austérité qui se superposent à une cadence infernale ? Le 31 mai encore, des milliers de militants de l'organisation anticapitaliste allemande Blockupy faisaient symboliquement le siège de la Banque centrale européenne à Francfort. Une opération coup de poing qui intervenait à la veille d'une mobilisation internationale contre la Troïka (BCE, Union européenne et FMI). Et à quelques jours de l'Altersommet d'Athènes, les 7 et 8 juin. Tous affirment que, sous l'emprise de ce trio infernal, « nous sommes condamnés à la récession et plongés dans le cercle infernal de l'endettement, dont nous devenons les esclaves. Là où la Troïka ne sévit pas encore, les gouvernements anticipent des mesures d'austérité, de privatisation et de démantèlement des droits sociaux. » Vous voulez perdre un peu de votre temps ? Cherchez trace, dans la grande presse, de ces événements...

Pourtant, au même moment, l'office européen des statistiques Eurostat établissait que le taux de chômage de la zone euro s'est établi à un nouveau niveau record en avril, à 12,2 % de la population active. En un mois, 95 000 personnes sont ainsi venues grossir les rangs des chômeurs et environ 1,64 million en un an. Au total, 26,58 millions de personnes étaient au chômage dans l'UE en avril 2013.

Le pays sous surveillance

A quel saint nos maîtres à penser pourraient-ils bien se vouer ? L'OCDE, communément qualifiée de « club des pays riches » et bien peu suspecte d'entorses à l'orthodoxie ultralibérale, n'en finit plus de publier des bulletins inquiets. Selon ses dernières prévisions fin mai, la récession sera (encore) plus grave que prévue, le chômage s'envolera. Et elle ne voit à l'horizon qu'« une stagnation avec des conséquences négatives pour l'économie mondiale. »

Bref, tout va mal. Les opinions se rebellent. Mais ce n'est pas grave. Avec sa morgue habituelle, la Commission européenne vient de souffleter le gouvernement belge car il « n'a pas pris d'action suivie d'effets » pour corriger son déficit budgétaire. En vertu des traités européens, elle mériterait donc une sanction financière. Mais, magnanime, le gendarme communautaire a temporairement caché son bâton derrière le dos. A la condition que l'équipe Di Rupo décide de mesures d'austérité supplémentaires. Autant de diktats. Le pays sera aussi soumis à une surveillance étroite : la Commission attend, pour le 21 septembre, un rapport décrivant toutes les mesures prises.

¹ Par **Maurice Magis**, chargé de la communication à l'ACJJ – juin 2013

Le ministre des Finances eut beau plaider que « le gouvernement a réalisé en 17 mois des efforts budgétaires pour 20 milliards d'euros » (Oui, 20 milliards !) avant de remercier la Commission d'accorder un an de bon au royaume pour effacer son déficit. Il conviendrait d'encaisser des « efforts additionnels », comme l'a récemment promis Elio Di Rupo : puisque, vu les impératifs européens, « sans sombrer dans l'austérité, nous devons continuer dans la rigueur ». Cela dit sans rire, en faisant mine d'ignorer la colère qui monte et les mobilisations promises par les syndicats. Il est vrai que, on le sait maintenant, le gouvernement s'est livré à une peu élégante danse du ventre devant les gardiens de la foi eurocratiques pour éviter la trique². Et que, les finances fédérales étant rognées jusqu'à l'os, l'idée est de refileur une bonne partie de la note austéritaire aux régions, communauté, provinces et même communes déjà exsangues. Une idée bien ancrée au niveau fédéral mais qui met le ministre-président de la région wallonne au bord de l'apoplexie. « La Commission européenne dépasse les bornes raisonnables et fait obstacle au redéploiement économique. Elle serre l'étau sur les pouvoirs publics et plombe la relance : c'est une vision 'auto-cannibale' de la situation », a réagi le généralement impavide Rudy Demotte, du même parti que M. Di Rupo. Le ministre des Entreprises publiques, Jean Pascal Labille, a qualifié de « politique de mort » le cadre imposé par l'Europe. La vice Première Laurette Onkelinx estime que le comportement de la Commission est « révoltant ». Mais vante le « programme de stabilité » à la belge, tout en regrettant qu'« on en prend trop aux travailleurs. » Alors ? Ils sont tous socialistes... Comme le Premier ministre qui regarde ailleurs...

Et pour cause. Comme l'a résumé Nico Cué, le secrétaire général des métallos FGTB : « Le Premier ministre rêva de sauver la Belgique du séparatisme flamand en sacrifiant... sa population ! Pour faire bon ordre, il commença par les plus faibles : chômeurs, producteurs sans salaires, les femmes et les plus jeunes d'abord. Vint le tour des travailleurs âgés. Puis ce fut le blocage des salaires, la manipulation de l'index, l'asphyxie des services publics... Et ceci n'était qu'un début, il continue les dégâts : bientôt une réforme des pensions, l'amnésie fiscale pour les puissants, diamantaires ou fraudeurs... Malgré cela toujours pas d'amélioration en vue ? Non, à cause de cela ! » Et il envisage une grève pour qu'enfin, porte la voix des travailleurs.

Polir l'austérité

Pourtant, là-bas « en haut », le consensus selon lequel le chemin vers l'avant serait fait de reculs apparaît pour ce qu'elle est : absurde. La récession est là, s'aggrave. L'acharnement libéral à seriner que la situation devra encore empirer avant de se redresser par on ne sait quelle opération du Saint-Esprit, tient de la vaine incantation. Les objectifs budgétaires, même dans les rêves les plus fous des soutiers du « marché libre et concurrentiel », sont impossibles à atteindre... minés par ce même marché...

Alors, les servants de la pensée unique, auraient bien comme un coup de mou. Puisque, selon leur religion, aucune autre voie n'est imaginable, il serait soudain urgent de ralentir un tantinet la cadence, d'étaler l'austérité. Mais sans quitter des yeux l'objectif : l'« assainissement » à tout prix des finances publiques. D'où la décision de la Commission de laisser un peu plus de temps aux Etats membres pour polir les différentes facettes de la politique sacrificielle imposée aux peuples. Tel est le deal : « on vous accorde un sursis (plus ou moins long selon l'état de dégradation des uns et des autres) mais c'est pour mieux préparer les 'réformes structurelles' ». Comme l'a crûment expliqué le commissaire européen chargé des Affaires économiques, Olli Rehn : « Il est encore plus important que le gouvernement, le Parlement et les partenaires sociaux se mettent d'accord sur des réformes structurelles du marché du travail, des retraites et qu'ils ouvrent le marché des services. » Cela, c'était pour la France. Mais la même litanie vaut pour tous. Et évidemment pour la Belgique où l'indexation des salaires, les droits (ou ce qu'il en reste) des chômeurs, les salaires, les pensions ou les outils publics sont une fois de plus dans la ligne de feu.

² « Comment Di Rupo 1er est parvenu à éviter l'amende ». *Le Soir* du 31 mai 2013.

Donneurs de leçons

Bien sûr, il se trouve, chez nous comme à Paris, des leaders politiques pour se formaliser. « La Commission donne des recommandations, elle n'a pas à dire à la place des Etats ce qu'ils doivent faire » a maugréé François Hollande. Une manière de dire que la Commission fixe le menu mais que les Etats décident de la sauce qui l'accompagnera. Récemment, une éditorialiste du *Monde* pouvait ironiser : « Quel formidable exutoire aux lâchetés françaises que cette Commission européenne ! (...) On la prie de rentrer à la niche, de remballer ses prescriptions, de ne pas dire aux élus, à la face du peuple, quelles réformes ils doivent faire et quelles autres ils doivent éviter de faire s'ils veulent arriver un jour à discipliner le budget et réduire la dette (...). Et pourtant, ils savent bien que l'histoire qu'ils racontent aux Français est fausse, que ce que fait la Commission, c'est eux qui l'ont voté, à quelques exceptions près³. »

Tout journaliste de n'importe quel pays européen pourrait faire le même constat. Il ne faudrait toutefois pas en conclure que le « quatrième pouvoir », assure crânement sa fonction essentielle de contre-pouvoir. *Le Monde* ne s'est guère montré critique vis-à-vis des mises en demeure de la Commission. En Belgique, *la Libre* s'est résignée : « La fin du tunnel est encore loin. Il appartient à l'équipe Di Rupo, mais aussi aux entités fédérées, de prévoir des efforts 'justes'. La Belgique ne peut balayer d'un revers de la main les autres recommandations (index, pensions, marché du travail). » Dans *Le Soir*, Béatrice Delvaux a jugé : « La Belgique n'est pas dans la situation de la Grèce ou de l'Espagne et elle a encore une marge d'économies ». Du côté des médias audiovisuels, on n'a pas hésité à sortir la grosse artillerie. Qu'on en juge : sur *Europe 1* : « Réforme des retraites, baisse des dépenses de santé, recul des crédits aux collectivités locales et surtout plus de réformes structurelles pour la compétitivité », voilà la marche à suivre. Ou sur *RTL* : « Il va falloir apprendre à gérer sobrement, réformer les prestations sociales, les retraites, les allocations chômage et ça va être d'autant plus indispensable que la corde de rappel allemande ne va pas disparaître. »

Déclaration de guerre

C'est sans doute, que « dès qu'il est question d'économie, le journalisme devient commentaire. Et l'éditorialiste se transforme en partisan. Partisan de l'économie de marché, de l'économie déréglementée et de l'Europe libérale... », a analysé l'association française *Acrimed* qui se veut « au service d'une critique indépendante, radicale et intransigeante. » « Comme toujours, le dénominateur commun des chroniqueurs économiques est l'enthousiasme effréné pour les réformes qui se traduisent toujours par moins d'État et plus de marché. »

C'est pourtant une véritable déclaration de guerre qu'a lancée la Commission européenne, bien dans la logique du libéralisme sans freins et sans frontières, antisocial et économiquement inefficace. Un système « bête et méchant » qui mise sur des chiens de garde convaincus, ignorants, intellectuellement paresseux ou résignés.

Voici quelques années, l'écrivain et journaliste français Serge Halimi publiait « Les nouveaux chiens de garde ». Une analyse de ce qu'il voyait comme une collusion entre pouvoirs médiatique, politique et économique. Il y notait aussi le peu de place réservée par la plupart des journaux aux mouvements sociaux, Son livre se référait évidemment aux « Chiens de garde » un ouvrage fameux publié en 1932 par Paul Nizan. On pouvait y lire ceci : « Nous n'accepterons pas éternellement que le respect accordé au masque des philosophes ne soit finalement profitable qu'au pouvoir des banquiers. ». Ce romancier et journaliste engagé à gauche fustigeait « les concepts dociles que rangent les caissiers soigneux de la pensée bourgeoise, la lucidité est une forme de résistance.»

³ « La haine de Bruxelles ». *Le Monde* du 31 mars 2013.

D'abord ignoré, le livre de Serge Halimi fit ensuite l'objet d'une scandaleuse campagne de dénigrement dans la presse bien-pensante : « Rétro », « terroriste intellectuel », « archaïque », « caricatural ». Les chiens avaient aboyé pour que la saine indignation ne passe pas. Il est d'autant plus heureux que les résistances, une fois de plus, s'aiguisent. Finalement, le spectacle de ce qui nous entoure, de la crise, des contorsions pathétiques de ses acteurs et des circonlocutions de leurs relais médiatiques est un fabuleux facteur de lucidité. Pour « rester libres dans la lâcheté et la bêtise du temps » comme l'a écrit Bertolt Brecht.